

have a membership increase ranging between 6% and 7% a year. We have a natural increase, probably one of the highest in the country, depending on the community, ranging between 2% and 3% a year. The anticipated decline in birth rates in our part of the world is not happening at this point. We have some communities where birth rate is approximately 5%.

In addition to that, there is the impact of Bill C-31 families, which is a particular issue for us in the north, because the large majority of Bill C-31 families in the north live in adjacent communities. Both here in La Ronge, for example, and in Stanley Mission, Bill C-31 families are not living in some distant urban community. They're living in adjacent off-reserve communities. They are simply divided by a line, and part of the community lives off-reserve and part of the community is on-reserve. So the demand is very great. The ability for people to move on-reserve for housing resources does not necessitate them in effect changing communities.

That's a very real demand on our bands. It's a combination of a natural increase and a major Bill C-31 that has resulted in this 6% to 7% membership growth annually over the last 5 years.

So our population has increased by more than 30% over the last 5 years. Our usable housing stocks increased by 14%. If you look at the growth in the number of serviced units, on the one hand it looks fairly major—there are 50% more units serviced now than there were 5 years ago—but that really is not much more than a newly constructed unit becoming serviced, because the absolute number of houses unserviced has changed very little over the years. We had 1,298 unserviced 5 years ago, and we now have 1,290 5 years later, so we still have, from an absolute numbers point of view, the same number of houses unserviced in terms of sewer and water as we had 5 years ago.

• 2105

As I've said already, the actual demand is defined by requests from band members for housing, and that will be a combination of continuing multiple families living in single-family dwellings, long-term band members living in off-reserve communities, and Bill C-31 families. As I say, the annual family formation has gone from 150 new families being created annually to 200. The estimate of housing starts required to catch up, our estimate 5 years ago to our estimate now, has increased by 68% from 1,242 to 2,000. Again, the actual number of units that require significant renovations has declined by 10%, but the absolute numbers are still quite staggering. The actual amount of the housing stock that requires major renovations still represents the majority of units. We are looking at something in the order of 60% of the units now requiring significant renovations.

Since 1986 the estimated average cost of renovations, including the cost of making houses serviceable—which is to say, many of the homes do not have bathrooms so additional rooms have to be constructed—has gone from just over

naturelle, qui est sans doute l'une des plus forte du pays, selon la communauté, se situe entre 2 et 3 p. 100 par année. La baisse du taux de natalité, à laquelle on s'attendait dans notre région, ne s'est pas encore produite. Dans certaines communautés, le taux de natalité est d'environ 5 p. 100.

Il y a aussi les répercussions du projet de loi C-31, qui nous posent un problème particulier dans le Nord, étant donné que la majorité des familles touchées par cette mesure vivent dans des communautés voisines. Ici, à La Ronge, par exemple, et à Stanley Mission, les familles visées par le projet de loi C-31 ne vivent pas dans des villes éloignées, mais dans des communautés voisines de la réserve. Elles sont simplement divisées par une ligne de démarcation qui fait qu'une partie de la communauté vit en dehors de la réserve et l'autre à l'intérieur. La demande est donc très forte. Les gens n'ont pas à changer de localité pour venir s'établir dans des logements de la réserve.

Cela soumet nos bandes à des exigences très lourdes. C'est donc à la fois en raison de la croissance démographique naturelle et du projet de loi C-31 que nous avons enregistré une croissance annuelle de 6 à 7 p. 100 au cours des cinq dernières années.

Notre population a donc augmenté de plus de 30 p. 100 au cours des cinq dernières années. Notre parc de logements utilisables ne s'est accru que de 14 p. 100. Si vous prenez le nombre de logements qui ont l'eau et l'égoût, il peut sembler assez important puisqu'il y en a maintenant 50 p. 100 de plus qu'il y a cinq ans, mais en réalité, cela correspond seulement aux nouveaux logements construits, vu que le nombre absolu de logements qui n'ont pas ces services est resté stationnaire. Il y a cinq ans, nous avions 1,298 logements avec l'eau et l'égoût et, cinq plus tard, nous en avons 1,290. Par conséquent, il n'y a pas eu vraiment de progrès sur ce plan depuis cinq ans.

Comme je l'ai déjà dit, la demande réelle est déterminée par les besoins des membres de la bande, c'est-à-dire ceux des familles qui se partagent un logement unifamilial, des membres de la bande qui résident dans des localités hors de la réserve et des familles visées par le projet de loi C-31. Comme je l'ai dit, il y a chaque année non plus 150 mais 200 nouvelles familles. Il y a cinq ans, nous avons estimé le nombre de mises en chantier nécessaires pour rattraper le retard à 1,242, mais il est maintenant de 2,000, soit 68 p. 100 de plus. Là encore, le nombre réel de logements nécessitant d'importants travaux de rénovation a diminué de 10 p. 100, mais les chiffres absolus restent énormes. La majorité des logements ont toujours besoin d'importantes rénovations. Environ 60 p. 100 des logements en auraient besoin.

Depuis 1986, le coût moyen des renovations y compris des modifications à apporter pour doter les maisons des services d'eau et d'égoût—car la plupart d'entre elles n'ont pas de salle de bain et il faut donc construire des pièces